

L'HISTORIEN, LES ARCHIVES ET L'IDENTITÉ CULTURELLE À TRAVERS L'EXPÉRIENCE DU CHANTIER DES HISTOIRES RÉGIONALES

Normand Perron

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation Culture Société

INTRODUCTION

Dans une conjoncture où les questions qui sont posées aux historiens se multiplient, où les attentes envers les archives se diversifient et où les préoccupations identitaires individuelles et collectives sont à l'ordre du jour, une réflexion sur l'histoire et les archives comme acteurs et témoins actifs dans la construction et la reconstruction de l'identité culturelle n'est pas sans intérêt. Les questions soulevées autour des traces de l'histoire, des problèmes d'identité culturelle, de l'appartenance à un territoire ont, par ailleurs, donné lieu dans les dernières décennies à une production abondante d'ouvrages sur l'histoire. Parmi eux compte assurément la production associée au Chantier des histoires régionales, dont le vécu paraît instructif des attentes envers l'histoire, mais aussi de ses traces. L'expérience du Chantier des histoires régionales servira de référence à cette réflexion. Les objectifs scientifiques de ce Chantier et son fonctionnement en partenariat avec les milieux régionaux sont porteurs d'enseignement sur les préoccupations des chercheurs et du grand public.

Après la brève présentation du Chantier des histoires régionales suivront diverses observations sur la mémoire et l'histoire, puis sur la place des archives dans la construction des identités régionales. Nous verrons que l'histoire et les archives répondent à des besoins identitaires et à des besoins de références.

1. LE CHANTIER DES HISTOIRES RÉGIONALES

Le Chantier des histoires régionales est assez instructif des préoccupations culturelles des milieux régionaux pour lesquels une synthèse est un outil culturel et forcément d'identité, l'identité ne pouvant être autre que culturelle. À ce titre, il devient intéressant de connaître la nature de ce Chantier et les attentes envers celui-ci, en retenant en filigrane que l'histoire donne sens aux matériaux que sont les documents d'archives.

1.1 BRÈVE PRÉSENTATION ET OBJECTIFS DU CHANTIER DES HISTOIRES RÉGIONALES

Le Chantier des histoires régionales, d'abord un projet de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), puis de l'Institut national de la recherche scientifique depuis 1994¹, fournit, par son existence, l'intérêt et les retombées qu'il a suscitées, des matériaux intéressants pour une réflexion sur les attentes relativement à l'histoire, aux traces de l'histoire que sont les archives et à l'identité culturelle² comme fondement de la reconnaissance.

Le projet de réaliser une histoire de chacune des régions historiques du Québec est en cours depuis 1981. Conformément aux objectifs d'un projet-cadre préparé par Fernand Harvey, chaque projet se doit d'aborder l'étude du milieu, du peuplement, de l'économie, de la société et de la culture de chacune des régions du Québec. Les fondements identitaires de ces régions reposent sur des caractéristiques géographiques, historiques et socio-économiques. Il se distingue donc par des orientations de recherche d'avantage socio-économiques et culturelles que politiques et idéologiques³.

Les projets de ce Chantier sont réalisés en étroite collaboration scientifique et financière avec les milieux régionaux. Les recherches sur les régions historiques du Québec permettent une accumulation de connaissances sur les régions et l'apport de nuances à l'histoire du Québec, une histoire dont le contenu été longtemps dicté par les seules connaissances acquises sur les villes de Québec et de Montréal. Les milieux régionaux y voient, également, un outil de défense de leurs intérêts, une manière de mieux asseoir et promouvoir les identités régionales et les sentiments d'appartenance, un moyen de faire connaître leurs régions respectives aux autres Québécois⁴.

¹ L'IQRC a été intégré à l'INRS en 1994 et est devenu le centre INRS-Culture et Société. En 1998, il devient INRS-Urbanisation, Culture et Société, après sa fusion avec le centre INRS-Urbanisation.

² L'identité comme objet de recherche peut être le principe unificateur d'un ensemble de phénomènes sociaux sans rapport immédiat mais qui prennent un sens lorsqu'ils sont rapportés à ce dénominateur commun. Voir Denis CHEVALLIER et Alain MOREL, « Identité culturelle et appartenance régionale », *Terrain*, no 5 - *Identité culturelle et appartenance régionale* (octobre 1985), mis en ligne le 23 juillet 2007. <http://terrain.revues.org/document2878.html>. Consulté le 23 octobre 2007.

³ Fernand HARVEY, « The Quebec approach to regional history in the Canada Context » (« L'approche québécoise en histoire régionale dans le contexte canadien »), Conférence dans le cadre des Centennial Lecture Series pour souligner le centième anniversaire de fondation de la Saskatchewan, Saskatoon, 25 octobre 2004; Fernand HARVEY, « Le Projet des Histoires régionales de l'INRS: un exemple de *Public History* et de transmission des connaissances », Conférence au Centre de Investigaciones sobre America del Norte (CISAN), Universidad Nacional Autónoma de México, 13 avril 2005; Normand PERRON, « Le Chantier des histoires régionales et la *Public History* », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 1, été 2003, p. 23-32.

⁴ Sur la diffusion des connaissances dans le cadre du Chantier des histoires régionales, voir Normand PERRON « Diffusion des connaissances et affirmation culturelle: le Chantier des histoires régionales au Québec, du livre à l'Internet », Article produit dans le cadre d'une communication du Troisième colloque international du CIDEF, Alexandrie, mars 2006 (Centre international de documentation et d'échanges de la francophonie - Québec) - AFI (Agora francophone internationale - Paris), mars 2006: <http://www.ulaval.ca/afi/colloques/colloque2006/actes2006>; ou www.ulaval.ca/afi, « colloque 2006 », « consulter les actes en ligne », 2007.

Les thèmes de recherche dans un tel Chantier peuvent être nombreux et les préoccupations différentes selon les régions, mais il ressort que la question de l'identité culturelle est omniprésente. Savoir qui nous sommes et découvrir ses racines apparaissent un puissant leitmotiv vers la quête de connaissances historiques pour des fins d'articulation d'une identité. Le citoyen s'intéresse, dès lors, aux traces de l'histoire, certains pour des fins de mémoire, d'autres pour des fins d'interprétation. Que faut-il entendre par «traces de l'histoire»? Les archives, bien sûr, mais aussi les traces sous toutes ses formes, comme le patrimoine, la littérature, les paysages...

1.2 DES LIENS ÉTROITS AVEC LES COMMUNAUTÉS RÉGIONALES

Les liens avec les communautés régionales qui caractérisent aussi ce Chantier en font un exemple intéressant pour comprendre diverses attentes chez elles. Ce Chantier, bien que la recherche qu'on y mène soit de nature scientifique, rencontre, en partie, les intérêts du grand public pour l'histoire. Même si, au début des années 1980, les historiens québécois ne font pas explicitement référence à la notion américaine de *Public History*, une réflexion récente de Marc Riopel⁵ sur l'histoire appliquée souligne que le Chantier des histoires régionales se rapprochait de la *Public History* en vogue aux États-Unis, un genre où des historiens professionnels et généralement à l'extérieur des milieux universitaires réalisaient pour le compte d'une association, d'une compagnie ou d'une institution quelconque un ouvrage à l'intention de groupes spécifiques et/ou du grand public. Riopel souligne que ce Chantier véhiculait des préoccupations analogues en ce qui concerne la participation humaine et financière du milieu régional et l'accessibilité à un vaste public au-delà des seuls spécialistes.

La première synthèse d'histoire régionale, soit *l'Histoire de la Gaspésie*, met bien en relief les attentes culturelles et la référence au passé comme fondement⁶. Si ce projet est rapidement identifié à l'IQRC, il n'en trouve pas moins son origine dans l'intention de membres de la Société historique de la Gaspésie, donc de gens du milieu, de doter leur région d'une syn-

thèse. Le succès en librairie⁷ de cet ouvrage laisse, par ailleurs, croire qu'il a répondu aux espérances d'un large public en quête d'un savoir sur une région et son histoire, d'un large public soucieux de conserver un héritage et de préserver une culture fragilisée, d'un large public désireux de comprendre le rapport passé-présent et préoccupé par la défense de ses valeurs dans le contexte des plans de développement économique régionaux⁸.

On pourrait certes tirer plusieurs conclusions autour des préoccupations des Gaspésiens envers leur histoire, leur identité et leur culture. Le développement économique est une chose, mais le message semble bien indiquer que le développement économique passe d'abord par le développement social et culturel et que la culture ne parasite pas le développement. Il semble aussi indiquer que la dégradation du tissu social causé par certains modèles de développement remettait à l'honneur un développement qui doit prendre en compte les valeurs culturelles, qui doit donner une finalité au développement⁹.

Ce n'est probablement pas le hasard qui explique que le projet est né dans une société d'histoire, donc d'une organisation, en principe, soucieuse du patrimoine archivistique et de sa mise en valeur pour des fins culturelles. Mais on n'imaginait probablement pas tous les enjeux autour de la culture vers la fin du deuxième millénaire et le début du nouveau et, encore moins, ces propos de Javier Pérez de Cuéllar, président de la Commission mondiale de la culture et du développement qui, en 1994, écrivait: «Si la culture devient l'étoile qui guide le développement, si elle accède au premier rang des priorités de l'agenda national et international, alors nous aurons préservé le seul patrimoine de l'humanité...»¹⁰. En somme, la culture apparaît le fondement des sociétés. Ce qui est un peu plus nouveau, c'est la quasi-obligation de défendre cet acquis.

Un autre fait significatif de l'intérêt pour l'histoire, les archives et la culture, réside dans l'implication même des communautés régionales dans l'organisation et le fonctionnement des projets. Les synthèses du Chantier

⁵ Marc RIOPEL, «L'historien et le milieu. Réflexions sur l'application de l'histoire: la publication d'une synthèse historique sur le Témiscamingue», Thèse de Ph.D. (Histoire), Québec, Université Laval, 2001, vii, 550 f. Voir également du même auteur « Réflexions sur l'application de l'histoire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, no 1, été 2003, p. 5-21.

⁶ Sur la référence au passé, voir Fernand HARVEY, «La mémoire, enjeu stratégique de la modernité chez Fernand Dumont», *Recherches sociographiques*, vol. XLII, no 2, 2001, p. 253-265.

⁷ Plus de 8 000 exemplaires de l'édition de 1981 de *l'Histoire de la Gaspésie* ont été écoulés. Ce livre a fait l'objet d'une réédition en 1999. Soulignons que *l'Histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean* (1989), *l'Histoire des Laurentides* (1989), *l'Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue* (1995), *l'Histoire de la Côte-Nord* (1996) et *l'Histoire des Îles-de-la-Madeleine* (2003) ont fait l'objet d'une ou de plusieurs réimpressions.

⁸ Voir PERRON, «Le Chantier des histoires régionales...», et PERRON «Diffusion des connaissances et affirmation culturelle: le Chantier des histoires régionales au Québec, du livre à l'Internet»...

⁹ William F. RYAN, S.J., «Culture, Spirituality, and Economic Development. Opening a dialogue». Voir, entre autres, le résumé en ligne, http://www.idrc.ca/fr/ev-9384-201-1-DO_TOPIC.html, consulté le 18 mars 2008. Pour Ryan, le «modèle global de développement prôné par les thèses ultralibérales n'est pas viable. Il souscrit à la dégradation de l'environnement et échoue dans la mission qu'il s'est donnée d'améliorer le sort des pauvres et des laissés pour compte. S'il est difficile d'y échapper, le modèle économique dominant dont l'Occident se fait le défenseur depuis de nombreuses années suscite un rejet croissant; il est en voie d'être remplacé par une nouvelle vision qui accorde une importance égale au développement axé sur la personne. Dans cette perspective, la recherche sur le développement humain doit prendre en compte les croyances religieuses et les valeurs culturelles des sociétés tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.»

¹⁰ Cité dans Jean-Pierre WALLOT et Jacques GRIMARD, «Culture, archives et développement», *Archives*, vol. 7, no 3, 1996, p. 3.

des histoires régionales n'ont pu être réalisées qu'avec l'appui du milieu. Il faut entendre non seulement l'appui des chercheurs en région, mais aussi celui des institutions, dont celles qui sont préoccupées par la conservation d'archives, même si tous les intervenants ne soupesaient pas toujours très bien la valeur et l'utilité de certaines ressources documentaires.

Sur le Chantier des histoires régionales, concluons qu'il joue un rôle social par son engagement dans les communautés régionales qui sont désireuses de connaître leur passé et de comprendre leur présent, ce qui explique l'intérêt indéniable pour les synthèses d'histoire régionale. À sa manière, il contribue à l'affirmation culturelle, au développement du sentiment d'appartenance et à la construction de l'identité. Il contribue aussi à l'enrichissement du milieu, ne serait-ce que par la participation de diverses instances autour d'un projet ou, encore, par les différents fonds de recherche laissés à des sociétés d'histoire ou centre d'archives.

2. MÉMOIRE, HISTOIRE ET ARCHIVES

L'histoire est devenue un produit dont on n'aurait guère soupçonné l'importance présente, il y a 50 ans. L'intérêt actuel pour l'histoire, pour les questions d'identité et d'appartenance est-il nouveau? Non, peut-on répondre, et cela ni dans la collecte d'archives, ni dans les attentes pour des fins d'affirmation. Plusieurs milieux régionaux se sont intéressés à leur histoire à la fin du XIXe et dans les premières décennies du XX^e siècle¹¹.

Mais que signifie cet intérêt croissant pour l'histoire? À quoi attribuer ce besoin de savoir ou de connaître? Simple curiosité intellectuelle, instrument de revendications pour obtenir réparation, affirmation identitaire, tant individuelle que collective, face aux formes de déracinement, d'où la nécessité d'interprétation pour donner sens ou pour transmettre en héritage un système de valeurs, voilà quelques raisons qui contribuent à valoir aux archives et à la recherche historique une vitalité soutenue. S'ajoute encore à ces quelques raisons la volonté de justification d'un projet, d'une décision d'affaires, d'un choix politique. On se réfère alors à des institutions, à des symboles, à des récits, à des événements historiques que l'on s'approprie et se réapproprie selon les circonstances et les époques.

Tout cela suscite des attentes parfois démesurées, autant à l'égard de l'histoire qu'à l'égard des archives. Aussi, en certaines circonstances, l'histoire est devenue un produit qui n'est pas sans soulever quelques inquiétudes¹²

dans l'usage que l'on peut en faire, surtout avec la démocratisation de l'accès aux sources, avec la valeur ajoutée que l'on donne à la connaissance historique dans la défense de certaines causes, sans compter que l'on s'introduit facilement historien, alors que peu de gens auront l'idée de se dire physicien nucléaire sans les compétences requises.

On peut donc s'inquiéter légitimement de l'interprétation que chacun peut faire d'un événement historique, d'une période de l'histoire. Et pourquoi s'en inquiéter? Simplement parce que la mémoire, le désir de souvenir, ne porte pas nécessairement en elle la contextualisation et l'interprétation des faits. Il importe donc de préciser les distinctions entre mémoire et histoire, précisions qui sont aussi fort utiles dans le développement des attentes envers les archives et la science historique.

2.1 ENTRE LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE: UN MONDE DE DIFFÉRENCES

Trop de mémoire ici, trop d'oublis ailleurs, pour paraphraser le philosophe Paul Ricœur¹³. C'est peut-être le jugement qui émerge plus ou moins clairement face à toutes les manifestations reliées à la commémoration, au patrimoine, à la conservation des archives, à la publication de mémoires et de biographies... Et dans un autre registre, le développement de la *Public History*, depuis les années 1970, avec l'embauche de professionnels de l'histoire par des communautés religieuses, des compagnies ou autres institutions, laisse une production inégalée d'ouvrages historiques.

Mais à quoi doit-on cette effervescence? Il semble bien que la montée de l'individualisme, les sociétés moins homogènes, les liens familiaux plus lâches sont quelques facteurs qui ont mené à une rupture de sens avec un passé proche, à une forme de déracinement. Aussi cherche-t-on à consolider un héritage culturel, sinon à le sauver de l'oubli.

La généalogie, du moins celle dont l'expression la plus simple ou la plus populaire consiste en la reconstitution de la lignée familiale, est assez représentative d'un exercice pour des fins de mémoire. Elle renvoie à un besoin de connaître sa filiation¹⁴, mais peut-être également à un désir de se différencier individuellement des autres membres de sa collectivité par le lieu d'origine, l'occupation professionnelle, l'appartenance à un groupe ethnique ou religieux... Sa pratique, généralement associée à un simple loisir, peut, en d'autres circonstances, répondre à des besoins légaux ou autres. Mais souvent les recherches du généalogiste s'en tiendront au contenu révélé par

¹¹ Voir Fernand HARVEY, « L'historiographie régionaliste des années 1920 et 1930 au Québec », *Les Cahiers des Dix*, vol. 55, 2001, p. 53-102. Le cas de la Mauricie est particulièrement intéressant ; voir René VERRETTE, *Les idéologies de développement régional: le cas de la Mauricie, 1850-1950*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999, xi-375 p.

¹² Voir PERRON, « Le Chantier des histoires régionales... », p. 32.

¹³ Paul RICŒUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, iii-675 p.

¹⁴ Voir Denise LEMIEUX, « Souvenirs d'enfance, mémoires familiales et identité », Simon LANGLOIS et Yves MARTIN, dir., *L'horizon de la culture. Hommage à Fernand Dumont*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval / IQRC, 1995, p. 247.

les documents d'archives¹⁵, sans plus. Il pourrait, par ailleurs, être intéressant de mieux connaître la genèse des sociétés d'histoire et de généalogie au Québec. Les noms d'enregistrement de plusieurs d'entre elles renvoient à la fois à l'histoire et à la généalogie, comme si la distinction sur l'utilisation des archives a pu être reconnue.

Mais l'utilisation des archives pour une exploitation minimaliste de leur contenu n'est pas seulement le lot des généalogistes. On peut les utiliser pour des chroniques, pour des besoins romanesques, pour la production d'ouvrage à caractère historique par des chercheurs amateurs. Sans qu'ils soient dénués d'intérêt, il manquera habituellement à ces travaux le questionnement et l'interprétation nuancée qui en font des ouvrages d'histoire.

Sommairement, la mémoire est de l'ordre de la volonté de sauver de l'oubli après une sélection des faits ou des événements. L'histoire est plutôt la production de connaissances sur le passé, une recherche qui nécessite un questionnement visant à expliquer, à faire comprendre¹⁶. Ce que l'on attendra de l'histoire comme contribution à la culture et à sa transmission, c'est donc plutôt son apport critique et rigoureux à la logique des faits historiques. Dans cette perspective, il lui appartient, avec des chercheurs d'autres disciplines, de se porter à la défense de la vérité, de donner sens aux faits historiques, surtout que l'historien est maintenant souvent appelé à la barre des témoins dans des débats sur la place publique¹⁷.

L'historien travaille à donner sens aux documents qui constituent la mémoire, soulignait le sociologue Fernand Dumont¹⁸. Vue ainsi, l'histoire est un outil de développement des cultures et répond au besoin d'enracinement des collectivités. Les nouvelles réinterprétations qui sont faites à partir des matériaux que constituent les archives sont, du reste, un miroir des préoccupations présentes. Cela vaut pour les projets du Chantier des histoires régionales qui a comme objet l'étude des régions.

Qu'il s'agisse d'un usage aux fins de la mémoire ou d'un usage aux fins de l'histoire, les archives apparaissent indispensables à une culture. De cette importance, il en résulte aussi que l'usage fait des archives peut exposer à des risques de dérives, autant dans ce que l'on conserve et valorise pour des fins de mémoire que dans leur utilisation face aux attentes faites à l'histoire.

2.2 MÉMOIRE, HISTOIRE, ARCHIVES ET AFFIRMATION IDENTITAIRE

Au-delà du questionnement sur l'utilisation des archives pour des fins de mémoire et des fins d'histoire, il importe toujours de retenir l'importance des archives, de la mémoire et de l'histoire pour la construction, le maintien et l'affirmation d'une culture. On peut même aborder cette importance par une approche « anti-culturelle », dont celle où la suppression délibérée de traces doit mener à l'oubli. En effet, pour détruire une culture, pour ébranler une identité, pour rendre obsolète un sentiment d'appartenance, rien de mieux que de supprimer ou de rendre inaccessibles les traces qui en sont la nourriture. L'histoire du peuple maya laisse un exemple fort instructif. En bref, la conquête militaire de l'empire maya, dans la première moitié du XVI^e siècle, fut jugée incertaine par son conquérant, l'Espagne, en l'occurrence. Perplexe, le conquérant crut qu'une victoire définitive nécessitait de briser les références qui assuraient la cohésion de la culture maya. Les Espagnols prirent les grands moyens. Ils procédèrent à l'élimination de la structure politico-religieuse de l'empire maya. Ils procédèrent également à la destruction de manuscrits et autres documents témoin d'un riche héritage, privant ainsi la société maya de traces qui assuraient les fondements de sa culture. Ces actions devaient aussi mener à la disparition d'une écriture complexe dont la perte allait, tôt ou tard, limiter la référence aux traces du passé. L'opération fut si bien réussie qu'il fallut attendre jusque vers le milieu du XX^e siècle avant que des spécialistes ne parviennent à décrypter partiellement l'écriture maya¹⁹.

Vieilles mœurs d'une autre époque qui n'ont plus cours dans les sociétés actuelles du début du troisième millénaire, dira-t-on? Il reste que les médias contemporains utilisent le terme de « génocide culturel » pour décrire des situations répréhensibles. Les exemples qui suivent n'ont aucune commune mesure avec le précédent, mais ils montrent qu'on efface bien vite les traces du passé par ignorance, par négligence ou par stratégie. Ils laissent deviner un manque de sensibilité et/ou une volonté de rupture avec le passé. Ainsi, lors de la création de Ville de Laval, en 1965, une partie des archives des anciennes municipalités a connu un bien triste sort. Et plus subtilement, après la dernière ronde des fusions municipales,

¹⁵ Selon Fernand HARVEY, « l'histoire de la généalogie permet de constater qu'elle était jadis réservée à l'étude des grandes familles nobles ou bourgeoises avant de se populariser au cours du XX^e siècle, plus particulièrement à partir des années 1960. Parallèlement, la généalogie a eu tendance à délaisser son intention panégyrique d'autrefois pour s'en tenir aux faits révélés par les documents d'archive ». Voir son article « La généalogie et la transmission de la culture. Une approche sociologique », dans *Les Cahiers des Dix*, vol. 59, 2005, p. 285-305.

¹⁶ Gérard Noiriel fait la distinction suivante entre l'histoire et la mémoire : « ...la différence majeure entre l'histoire et la mémoire ne réside pas dans la méthode ou dans le rapport aux archives. Elle se situe dans le type de questionnement adressé au passé. Les producteurs de mémoire ont surtout le souci de « sauver de l'oubli », ou de réhabiliter, les individus et les groupes qui ont leur faveur. Alors que le rôle de l'historien consiste à élaborer des questionnements qui lui permettront de mieux comprendre, voire d'expliquer, le passé, avec l'espoir que cela puisse aider les hommes d'aujourd'hui à « mieux vivre » comme disait déjà Marc Bloch. » Gérard NOIRIEL, « Histoire, mémoire, engagement civique », Article en ligne publié le 2 novembre 2006, <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1625>, consulté le 5 avril 2008.

¹⁷ Sur l'histoire et le rôle des historiens sur la place publique, voir, entre autres, la Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 57, no 1, été 2003.

¹⁸ Voir en particulier Fernand HARVEY, « La mémoire, enjeu stratégique de la modernité... », *loc. cit.*

¹⁹ Il s'agit d'une écriture de type logo-syllabique dont on a déchiffré environ 80 % des glyphes.

certaines symboles et références ont vite disparu ou ont été tolérés pour un usage limité. En dépit d'une consultation de la population, les hésitations et les reports en ce qui a concerné le changement de noms de rue dans la nouvelle ville de Québec sont même un exemple intéressant à la fois pour l'identité et plus largement pour l'appartenance. Il faudrait étudier davantage les motifs qui conduisent à éradiquer certaines traces. C'est une question complexe et dont les explications peuvent varier, surtout que « trop de mémoire » a aussi des inconvénients.

Chose certaine, la sensibilité pour les héritages culturels n'a pas toujours été au rendez-vous.

3. L'IMPORTANCE DES ARCHIVES POUR LES IDENTITÉS RÉGIONALES

Au-delà de l'utilisation des archives pour les besoins de la mémoire et de l'histoire, il convient aussi de s'interroger sur leur signification en regard des préoccupations des milieux régionaux. Ces préoccupations peuvent être très variables, mais elles rendent compte de situations diverses et d'attentes tout aussi diversifiées.

3.1 LA SYMBOLIQUE D'UN DÉPÔT D'ARCHIVES

Parmi les matériaux tangibles qu'une société lègue aux générations futures comptent les archives. Les sources archivistiques sont d'autant plus essentielles qu'elles sont la plupart du temps des supports indispensables pour l'interprétation. Aussi, l'importance que l'on accorde aux archives se révèle parfois être primordiale pour la culture et sa promotion, comme en fait foi cet extrait d'un mémoire qui fut présenté, en 2006, par la Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus dans le cadre de rencontres autour de la Politique culturelle de Ville de Laval. Citons-en un point :

« ... l'implantation à Laval d'un Centre d'interprétation sur notre histoire et d'un Centre d'archives agréé. C'est essentiel à Laval. Continuer à être la seule région du Québec à ne pas avoir de Centre d'archives agréé et renoncer à montrer notre histoire alors que nous sommes privilégiés quant à nos sources documentaires, ce serait aussi absurde que de prétendre que Laval peut vivre sans bibliothèque. Dans l'immédiat, nous avons un besoin urgent de locaux d'entreposage adéquat pour sauver des archives reliées à la fondation de Laval. Ces projets devront faire l'objet d'un consensus avec l'ensemble des intervenants lavallois dont le monde de l'éducation (nous avons un héritage à transmettre) et se réaliseront par étape. **Nous avons besoin d'un engagement clair dans la Politique culturelle à ce sujet.**²⁰»

Ce n'est pas ici de savoir si Laval, en tant que région, devrait disposer d'un Centre d'archives agréé qui mérite notre attention. Ce qui la mérite, c'est la valeur que l'on accorde aux archives comme élément de culture, ces documents qui constituent la mémoire²¹. Cette attitude rappelle, par ailleurs, les premières préoccupations des sociétés d'histoire régionale anciennes, comme celles du Saguenay ou de la Mauricie. Un centre d'archives apparaît une condition sine qua non pour la collecte et la conservation des documents. Il est aussi à souligner le lien que la Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus fait entre archives, histoire et culture. Elle donne aux archives un rôle essentiel dans l'affirmation d'une culture régionale et dans la construction identitaire de cette région. Il ressort ici une stratégie de conservation et de valorisation du patrimoine qui exige la mobilisation des ressources et des richesses – identifiées alors comme expressions d'une identité – présentes dans une région.

Au-delà de la préservation des archives comme matériau, notons ici la symbolique qui est attribuée à un centre d'archives sur le plan physique. Il s'inscrit parmi les témoins d'une vitalité culturelle, au même titre que l'édifice de la bibliothèque publique, au même titre que le musée, la salle d'exposition ou la salle de spectacles. C'est un signe, un signe de vitalité culturelle. La culture n'est pas seulement une simple affaire de notions abstraites.

3.2 QUE SIGNIFIENT LES ARCHIVES DANS UN MILIEU RÉGIONAL ?

Institutions publiques, organismes privés et individus produisent chaque jour des documents qui constituent des éléments essentiels à la mémoire, donc des témoins autant pour le court que le long terme. L'acte, lui-même, de les trier, de les archiver, sauve dans un premier temps ces archives et évite surtout que les documents ne tombent dans l'oubli. C'est, faut-il ajouter, au prix de ce traitement que les archives peuvent réellement contribuer d'une manière efficace à l'épanouissement de la culture.

Les échanges avec différents intervenants des milieux régionaux sont particulièrement instructifs de ce que les archives peuvent livrer sur la connaissance de leur milieu de vie en relation avec la culture régionale. Ils s'intéresseront à des modes de vie, à des groupes ethniques bien présents ou quasi disparus, aux mœurs électorales. Ils voudront, aussi, mieux connaître les arts, les traditions, la culture populaire. Ils s'attarderont encore à la transformation des paysages, à l'épuisement de ressources, à certaines spécialités économiques, en somme aux différents éléments qui ont constitué leur milieu de vie passé et actuel. Au-delà des traces et des témoins physiques que sont les documents archivistiques spécifiques à

²⁰ Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus, « Mémoire présenté à la rencontre de consultation du 27 mars 2006 Politique culturelle de la Ville de Laval ». Voir www.genealogie.org/club/shgij/pdf/memoireLaval2006.pdf, consulté le 18 mars 2008. Nous avons laissé les caractères gras, conformément à la source.

²¹ Dans son mémoire, la Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus définit ainsi sa mission : « faire en sorte que les générations futures puissent connaître, comprendre et voir ce que nous ont légué les générations qui nous ont précédés ».

leur région, l'interprétation qui est faite de ces traces et témoins leur rend un peu plus tangible leur identité culturelle. Les archives, ces vecteurs de culture, ces vecteurs d'identité culturelle, deviennent alors une ressource valorisée. Et elles prennent autant de valeurs qu'est comprise la raison d'être des fonds d'archives et que reculent l'ignorance et les oublis qui les rendent obscurs et dépourvus de sens.

Pour les archives comme pour les autres traces du passé, la préservation est une chose et la valorisation pour les besoins de la mémoire et de la recherche en est une autre. Cette préoccupation pour la valorisation est primordiale et elle procure une valeur ajoutée aux témoins conservés. D'ailleurs, nombre de sociétés d'histoire et de services d'archives, dont ceux dans les institutions religieuses, ne se sont pas simplement satisfaits de conserver des documents, mais ont aussi veillé à les mettre en valeur en les inventoriant. De plus, les sociétés d'histoires, en particulier, se sont appliquées à faire connaître leurs fonds par l'entremise d'articles sur l'histoire locale et régionale, de même que par la publication de documents d'archives ou d'extraits²².

Aujourd'hui, cette recherche de valorisation peut et doit prendre des voies nouvelles, ne serait-ce que par l'utilisation du potentiel des nouvelles technologies comme la numérisation, à titre d'exemple. Plus qu'un moyen de préserver les documents de la disparition physique, la numérisation est une carte précieuse pour qui se préoccupe de diffusion. L'accessibilité aux documents que permet cette technologie compte parmi les premiers bénéfices qu'il faut en tirer. Ce que des centres d'archives, publiques ou privées, ont rendu disponible via Internet montre déjà que l'accès facile constitue un atout dans l'objectif de valorisation des archives et de la sensibilisation du public à leur importance. Cela est particulièrement vrai pour le public des régions, dont l'accès aux grands centres d'archives peut poser des difficultés pour cause d'éloignement.

Un signe manifeste de l'importance de l'accès à des contenus a été, d'ailleurs, remarqué à l'occasion de la réalisation de certaines synthèses d'histoire régionale. Dans sa démarche pour la réalisation d'une synthèse, nombre d'équipes de recherche ont créé des fonds documentaires pour leurs besoins. Les intervenants régionaux ont maintes fois manifesté un vif intérêt pour ces fonds de recherche. Aussi, plusieurs de ces fonds documentaires ont été laissés à des organisations régionales, publiques ou privées, comme nous l'avons mentionné précédemment. Ces fonds de recherche étaient composés de reproductions de documents divers : articles de journaux, lettres, séries statistiques, photographies, index, etc. Mais,

même s'il s'agissait de copies et non de documents originaux, ces fonds, d'un contenu sans grande valeur archivistique, ont une réelle signification pour les milieux régionaux, surtout dans les régions les plus dépourvues sur le plan des ressources documentaires, cela parce qu'ils facilitaient l'accès à des données utiles à d'autres recherches, ou, encore, parce qu'on en faisait des pièces du patrimoine régional.

Ce qui importe également, au-delà de la diffusion, c'est de comprendre la signification qu'il faut donner aux archives et à des fonds d'archives. On admet que le contexte de production d'un document ajoute à la compréhension d'un document. Ce contexte de production est lui-même très culturel et il fait partie de la mise en valeur du document. Cette connaissance est un complément au contexte spécifique de la réunion des documents en un fonds d'archives. On conviendra que c'est un peu contribuer à l'éducation des utilisateurs. C'est un peu expliquer la signification des archives ou d'un fonds d'archives. L'importance de connaître comment se sont constitués les fonds d'archives (en somme : une archéologie des fonds) pourrait devenir de plus en plus essentielle pour en mesurer la portée et la signification, surtout que leur accès se démocratise. L'accès à un document est une chose, en exploiter le contenu brut, une autre, et l'interpréter une autre chose tout à fait différente. Les archives ne devront pas simplement se cantonner dans la conservation de documents, mais aussi être un instrument des constructions culturelles. Et un peu comme l'histoire, elles pourraient bien être appelées à se défendre contre des utilisations abusives.

3.3 DES ATTENTES SOCIALES NOUVELLES POUR LES ARCHIVES ?

Ce que l'on s'attend de l'histoire rend quelquefois aujourd'hui songeur, sinon interrogateur. Parfois, on lui exige presque de justifier des politiques, des décisions, des choix d'éducation pour forger une culture commune, de prendre position sur des événements d'actualité. Il en résulte, dans certains cas, des demandes qui défient les règles de la recherche historique. On a alors presque l'impression que l'on détourne des documents de leur véritable contenu. Doit-on même craindre que l'on conserve, dans le futur, seulement ce qui répond à des attentes, que l'on élimine des documents utiles pour la mémoire, que l'on archive ce qui sera jugé utilitaire pour des fins également utilitaires ? C'est assez peu probable et surtout pas acceptable. Il en va évidemment de la contribution essentielle des archives à la conservation de l'identité et du maintien de la vitalité d'une culture.

²² À titre d'exemple, mentionnons la publication des « Mémoires de Mgr Eugène Lapointe » dans *Saguenayensia*, revue de la Société historique du Saguenay.



CONGRÈS ANNUEL

La question de culture mène aussi à l'interrogation suivante: les archivistes doivent-ils seulement recueillir des documents ou aussi en orienter la cueillette? Que demandera-t-on aux sources archivistiques dans 25 ans? La volonté de l'actuel comité directeur du projet d'histoire de la région de Montréal de repérer des traces sur l'identité collective ou sur la trajectoire des communautés culturelles qui sont en train de transformer la région montréalaise suggère déjà, à titre d'exemple, de nouvelles questions qui pourraient être posées non seulement aux historiens, mais aussi aux archivistes. Cela annonce-t-il que le terrain des identités culturelles et de la définition de l'identité mènera à des attentions nouvelles pour les services d'archives? Peut-être conviendra-t-il, tôt ou tard, de s'attarder à la constitution du patrimoine archivistique sous un angle nouveau, tout cela sans tomber dans une logique de ghettos. Mais auparavant, il faudra bien une vision claire de ce que l'on veut construire. L'amorce ou la poursuite d'une réflexion sur l'émergence d'une société moins homogène et, du coup, sur la constitution du patrimoine archivistique apparaissent souhaitables. Les changements en cours exigent une attitude proactive. Les attentes des collectivités envers les archives pourraient en effet évoluer en fonction de nouvelles exigences, simplement parce que les archives constituent un élément essentiel du patrimoine culturel.

CONCLUSION

Ces quelques observations sur la culture - nationale, régionale et locale -, sur l'histoire et sur les archives mettent en relief la valeur que des collectivités accordent à leurs racines pour combler divers besoins, y compris celui de la construction de leur identité culturelle. À l'échelle des régions, l'espace régional, qui est situé entre le local et le national, apparaît un lieu de construction culturelle en phase d'affirmation. Pour les collectivités régionales, entre autres, les archives sont une référence à leur passé. Elles le sont à titre de témoin d'un héritage. Elles le sont par leur présence physique et par leur accessibilité. Elles le sont comme élément dynamique pour la préservation et l'affirmation d'une culture.